



Quand il ne restera plus de fric nulle part, il en restera encore pour la com'

C'est la crise, les « Père la rigueur » du gouvernement le disent et le répètent sur toutes les ondes, il va falloir vous serrer la ceinture, et surtout, ne vous mettez pas dans la tête de revendiquer la même chose que dans les colonies, non mais !

Mais les purges à l'huile de foie de morue, c'est bon pour le petit peuple, pas pour les estomacs délicats de nos dirigeants. Pourtant, du fric, il y en a. C'est juste une question de priorités !

Ainsi le Directeur Général a convoqué l'ensemble des trésoriers, des chefs de CDI et des chefs de SIP le 25 mars à un grand raout à Paris, au sujet du « guichet fiscal unifié ». Toute absence devant être signalée et justifiée auprès de notre direction locale, toujours aussi zélée dès qu'il s'agit de se faire mousser auprès de Bercy...

***L'inter-syndicale
CGT-CFDT
appelle au
boycott de cette
réunion de
propagande !***

Quelles annonces si importantes nécessitent la présence impérative de l'ensemble des cadres A à Paris, alors que l'on rogne sur tous les budgets, y compris sur les frais de déplacement ??? Quelles nouvelles si urgentes qui ne souffrent d'aucun délai (convocation 15 jours à l'avance) en pleine période budgétaire ???

Un rapide calcul donne le vertige :

convoqués, environ 3000 se déplaceront. En se basant sur une moyenne de 80 € de frais de déplacements (Pour le Lot, même en train corail – 12h aller/retour -, on dépasse les 100 €, sans compter le trajet pour aller à la gare, ni le métro...), on arrive à 240 000 €, auquel il faut rajouter la location de la salle de la mutualité, le vin d'honneur et les serveurs... sans parler de la masse salariale d'une journée de travail de 3000 cadres perdue dans les transports !

Sur l'ensemble des cadres

Ainsi, et puisque les rappels comminatoires pleuvent sur vos boîtes mail, et qu'il faut « faire valoir un motif de première importance », la CGT vous offre un mot d'excuse tout prêt, à découper selon les pointillés...

✂-----

Le mois de mars est une période chargée pour les comptables, je ne peux pas raisonnablement reporter les rendez-vous avec les élus, puisque la date limite d'adoption des budgets est fixée au 31 mars.

De plus, je refuse de faire 12h de train pour passer 3h en réunion de propagande.

Enfin, l'impact écologique d'une telle réunion me paraît disproportionné par rapport à l'importance des annonces qui y seront faites. Une visio-conférence par l'intranet me semble plus pertinente.

Afin de participer à la réduction des dépenses de l'État et à la diminution de l'impact écologique de la DGFIP, je vous annonce que je ne participerais pas à cette réunion. Par contre j'accepte que l'économie réalisée grâce à ce geste soit équitablement répartie en 3 tiers : un pour la réduction de la dette, un pour les contribuables, et le dernier pour moi.